

Revue de presse



Lundi 06 Novembre 2023



Projet de loi de finances pour l'année 2024: Consolider le pouvoir d'achat et soutenir davantage l'investissement

Le projet de loi de finances pour l'année 2024 (PLF) prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen à travers essentiellement diverses dispositions fiscales, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.



Numérisation des services publics : Des départements ministériels réussissent le défi

Une lecture de la déclaration de politique générale du gouvernement, dans son chapitre lié à la numérisation, nous renseigne sur les progrès remarquables qu'a connus, ces derniers temps, le portail gouvernemental des services publics. Ce qui permet, du coup, une plus grande mobilité, grâce à la suppression du caractère physique des démarches administratives, de manière à garantir plus de transparence. Et, surtout, une rapidité dans le traitement des dossiers et une facilité pour accéder aux institutions publiques.



Développement de l'entrepreneuriat : Importante avancée

La COSOB considère que le financement participatif est l'une des innovations les plus importantes dans le domaine des technologies financière modernes (FINTCH), permettant aux projets innovants d'accéder à des mécanismes de financements plus appropriés. Elle compte offrir ses mécanismes de financements alternatifs et appropriés qui contribuent au développement du tissu des start-up et des petites et moyennes entreprises.



Plateforme des importations : Célérité et transparence

Le commerce extérieur a toujours constitué un levier important dans la politique économique du pays. Aussi bien pour les exportations que pour les importations, les pouvoirs publics ont toujours veillé à ce que ce secteur d'activité sensible soit le mieux inséré dans le processus de croissance économique. L'économie algérienne étant extravertie, les opérations d'importations et d'exportations sont insérées intégralement dans la logique des transactions commerciales internationales.



Impôts de Constantine

Le DG tend l'oreille aux travailleurs

Ont été également abordées la question de la numérisation et la mise en service de nouvelles structures.

Dans l'objectif d'examiner les préoccupations de l'ensemble des travailleurs et de discuter des moyens de relever les défis auxquels est confrontée l'administration fiscale de la wilaya, le directeur régional des impôts de Constantine s'est réuni avec des représentants du Syndicat national autonome des Personnels de l'administration publique (Snapap), actif au niveau de cette même direction.



[Pour apurer les dettes des entreprises publiques](#)

[L'état débourse 200 milliards de dinars](#)

Des mesures de rationalisation des dépenses sont envisagées par les pouvoirs publics.

L'état algérien maintient ses engagements envers les entreprises publiques, notamment celles en difficultés financières et de gestion.



[Alors que les douanes resserrent l'état](#)

[Les nouvelles routes du «trabendo»](#)

Presque chaque jour, des saisies importantes sont effectuées, et les bagages des voyageurs en provenance de pays connus pour ce type de trafic sont minutieusement inspectés. Cette pression constante a poussé les «trabendistes» à revoir leurs plans...

Les douanes algériennes frappent fort! Depuis quelques semaines, elles multiplient les opérations de saisies au niveau des ports et aéroports. Leur cible: les «trabendistes». Ces trafiquants ont l'habitude de transporter des valises remplies de vêtements, smartphones, ordinateurs, et autres produits électroniques. Des valises entières, contenant des centaines de téléphones, étaient empilées les unes à côté des autres, tandis que leurs cartons d'origine arrivaient sur d'autres vols.



[Projet de loi de Finances 2024 \(2\) : réduction du déficit public et diversification des ressources](#)

Dans le but de répondre à ses engagements de financement et de réduction de l'impact de l'augmentation, au niveau mondial, des prix des produits de large consommation, de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de venir en aide aux couches défavorisées, l'Etat a préconisé une série de mesures d'amélioration des recettes, dans une politique de prudence et de rigueur et de gestion budgétaire optimale des crédits.



Taux de change officiel et parallèle : L'Euro garde ses belles performances

Les cotations commerciales de la Banque d'Algérie, valables du 2 au 6 novembre courant, indiquent que l'Euro s'échange contre 143.74 dinars pour l'achat et à 143.81 dinars pour la vente. Le billet vert, lui, vaut, pour le même change respectif, 135.61 et 135.61 DA.



Zitouni et Faïd présideront mardi un atelier dédié aux procédures d'exportation

Le ministre du commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et le ministre des Finances, Laaziz Faïd, présideront, mardi 7 novembre, un atelier dédié aux procédures d'exportation.



Soumis à des taxes plus élevées : Le tabac plus cher l'an prochain

Les produits tabagiques seront soumis à des taxes plus élevées à partir de l'année prochaine, comme l'indiquent les nouvelles dispositions introduites dans le projet de loi de finances 2024 adoptés récemment par le conseil des ministres. Une mesure qui vise à réduire la consommation de ces produits et leur impact sur la santé public, d'après les explications des rédacteurs du projet de loi.



Feu vert pour l'ouverture de bureaux de change : La démarche pragmatique de la banque d'Algérie

Doucement mais sûrement, la banque d'Algérie entreprend désormais de mettre en place une nouvelle démarche progressive pour permettre à terme l'émergence d'un marché officiel des devises pour les particuliers et réduire ainsi graduellement le poids du marché informel des changes, qui continue à brasser des fonds colossaux et à entraver par-là même le processus engagé de normalisation de l'économie nationale.

تنظيم ورشة عمل يوم الثلاثاء حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية

تنظم وزارة التجارة وترقية الصادرات، يوم الثلاثاء المقبل، ورشة عمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، حسبما افاد به اليوم الاحد بيان للوزارة.



مشروع قانون المالية 2024 يساير التزامات الرئيس تبون بدعم الشرائح الهشة

صون كرامة المواطن

حافظ مشروع قانون المالية لعام 2024 على الطابع الاجتماعي للدولة الذي يعتبره رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون خطأ أحمر، حيث تم ضمن أحكامه التي عرضها وزير المالية أمام اللجنة البرلمانية أول أمس، تنفيذ تعليماته الصارمة للطاغم الحكومي والذي دعاه في الكثير من المناسبات إلى اعتماد قوانين وقرارات تنماشى والاحتياجات الاجتماعية وصون القدرة الشرائية للمواطن، ولذلك جاء النص معززا للقرارات والتدابير التي تم اتخاذها في إطار صون كرامة المواطن، خاصة فيما يتعلق برفع الأجور واستحداث منح لصالح الفئات الهشة رغم الظرف الاقتصادي العالمي الصعب.



بنك الإسكان لتمويل سكنات Ipi والطرق

وضعت الحكومة تحت تصرف البنك الوطني للإسكان، كافة البرامج السكنية الجديدة خاصة ما تعلق منها بصيغة العمومي الإيجاري والطرق والشبكات المختلفة الأولية والثانوية، وكذا إعانات الدولة للحصول على سكنات.



البنوك تمنح المدّخرين صيغاً تفضيلية بداية من 2024 لتشجيع الاكتناز

سيارات ومنازل بالتفسيط وفق الشريعة الإسلامية

تستعد البنوك العمومية، تنفيذاً لتعليمات السلطات العليا في البلاد، لإطلاق خدمات ومنتجات جديدة تخص الصيرفة الإسلامية بداية من سنة 2024، على غرار تمويل عمليات اقتناء السيارات والمساكن لأصحاب حسابات الإدخار المطابقة للشريعة، مع تمكينهم من صيغ تفضيلية، وتأتي هذه الخطوة تحفيزاً للمدّخرين على اكتناز أموالهم لدى البنوك وفق الصيغ المطابقة للشريعة.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Le poids des dépenses publiques

Les capacités de dépenses de l'Algérie se sont considérablement améliorées en 2022 pour faire face aux dépenses prévues dans le cadre de la loi de finances 2023, grâce notamment aux revenus engrangés par les exportations pétro-gazières durant un exercice où les prix des hydrocarbures ont atteint des niveaux proches des records. Certes, l'Algérie n'est pas le pays le mieux nanti en termes de capacités financières publiques, mais les autorités du pays n'ont tout de même pas de quoi crier famine. Et cela se voit clairement à travers le projet de loi de finances (PLF) 2024 qui prévoit une augmentation des dépenses publiques par rapport à 2023.

Pour cette année finissante, les dépenses publiques sont censées atteindre 14 706,8 milliards de dinars. Pour l'année qui s'annonce, il est projeté que les mêmes dépenses atteignent 15 273,3 milliards de dinars. En parallèle, les recettes budgétaires



du PLF2024 intervient dans une conjoncture favorable qui traduit une nouvelle étape dans la transformation du pays engagée par le gouvernement. En effet, l'économie

algérienne a démontré sa résilience face aux chocs successifs de la crise sanitaire puis du conflit Russie-Ukraine, à travers l'amélioration des indicateurs macroécono-

miques et budgétaires qui suggèrent une poursuite de la croissance soutenue notamment par l'activité hors hydrocarbures, une amélioration des revenus d'exportations, un excédent de la balance des paiements, une accumulation des réserves de change et une réduction du déficit budgétaire. Dans son projet de loi de finances, le gouvernement s'attend à un déficit devant atteindre 17,4% du PIB en 2024 avant de se réduire à 16,8% l'année d'après puis 14,4% en 2026. Ceci, grâce à la progression des recettes fiscales provenant de secteurs autres que celui des hydrocarbures, en attendant, entre autres exigences, la matérialisation « palpable » de la diversification de l'économie nationale et la mise au point d'un système de subvention dont ne tireront pas profit les classes aisées de la population autant que les pans de la société auxquels les subventions doivent être en principe exclusivement destinées.

Azedine Maktour

liards de dinars, un pactole en hausse par rapport à ce qu'il devrait être à la fin de cette année malgré la baisse des revenus pétroliers en 2023 comparés à 2022. Une baisse de la fiscalité pétrolière qui sera en partie compensée par le produit des recettes fiscales hors pétrole. Celles-ci devraient se situer à 5 593 milliards de dinars, soit 5% de mieux qu'en 2023, de quoi permettre au gouvernement d'amortir autant que faire se peut les 8,9% de baisse à la fin de l'exercice 2023. Dans leurs projections d'après 2024, les pouvoirs publics tablent sur plus de 6 000 milliards de dinars de recettes fiscales hors pétrole en 2025 et plus de 6 300 milliards de dinars pour 2026. Le tout dans la perspective établie d'une croissance de 4,2% du PIB égale pour 2023 et 2024.

Il faut souligner que l'augmentation des dépenses budgétaires, du moins dans une certaine proportion, a pour origine la relance de nombreux projets infrastructurels publics gelés depuis plusieurs années et la poursuite du système de subvention d'une large palette de produits et de services en parallèle à d'autres mesures sociales au coût financier avéré qui pèsent sur les dépenses publiques. L'objectif majeur du gouvernement comme c'est le cas de tous les exécutifs de tous les pays, c'est la réduction du déficit budgétaire. Tel qu'expliqué dans le texte du PLF 2024, il est dit que « au plan interne, la préparation

LA COMMISSION DES FINANCES DE L'APN EXAMINE LE PLF-2024

Appel à encourager l'investissement et interrogations sur la suppression de la TAP

Les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale, et après avoir écouté l'exposé du ministre des Finances, Abdelaziz Faïd, sur le contenu du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, ont émis leurs premières remarques sur un certain nombre de points, dont la nécessité de concrétiser et appliquer sur le terrain les chiffres avancés dans le texte de loi. Dans un communiqué sanctionnant la rencontre, qui a eu lieu samedi avec le premier argentier du pays, et tout en se félicitant du caractère social que prend le texte de loi, les parlementaires ont insisté sur la nécessité d'encourager l'investissement et de maîtriser la dette publique et surtout la dette interne. A rappeler que le projet de loi de finances 2024, qui est soumis pour examen au Parlement, avant son adoption, prévoit des dépenses budgétaires de

plus de 15 275 mds DA, dont 18% destinés à l'investissement public. L'enveloppe budgétaire consacrée, dans le PLF-2024, aux nouvelles opérations d'investissement public est de l'ordre de 2405,33 milliards de dinars d'autorisations d'engagement et de 1356,57 mds DA de crédits de paiement.

L'autorisation d'engagement prévue pour les nouveaux programmes est à hauteur de 92% et concerne principalement l'habitat, qui représente la très importante part de plus de 51%. Alors que des secteurs productifs, comme l'agriculture, ne représente que 2,3% et les travaux publics (12,4%). Les membres de la commission estiment, en outre, que la mention de l'équivalent en dinar du prix de référence du pétrole (60 dollars) est souhaitable, car il est censé représenter la base pour l'élaboration du budget de l'Etat.

Les parlementaires se sont également interrogés sur l'incidence de l'annulation de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) sur les ressources financières des collectivités locales. Une taxe qui, rappelons-le, faisait partie du bouquet fiscal destiné à améliorer les revenus des communes et qui vient donc d'être supprimée sur instruction du président Tebboune, parallèlement à l'exemption de la TVA sur certains produits alimentaires dans l'objectif d'améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs. Les parlementaires ont, par ailleurs, demandé l'introduction d'un chapitre dans la loi sur la politique des subventions et soutien social. Tout en appelant à l'assainissement de «l'environnement bancaire», les mêmes membres de la commission ont plaidé à la fois pour la création d'une banque électronique et de prendre des mesures de soutien et de «préservation de

la valeur de la monnaie nationale». Outre ces remarques, les députés ont appelé à la création d'un système statistique d'identification fiscale des contribuables, lié aux services des finances, afin de mieux répertorier les fraudeurs. Abdelaziz Faïd a soutenu, lors de son passage devant les membres de la commission parlementaire, que «l'élaboration du nouveau PLF intervient dans un contexte propice, qui a démontré la souplesse de l'économie algérienne à faire face aux chocs successifs depuis la crise sanitaire, puis les conflits géostratégiques, et ce, à travers l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et budgétaires». Le PLF prévoit un niveau de recettes évalué à 9105,3 mds DA, en légère baisse de 0,82% par rapport aux recettes estimées à la clôture de 2023, dont 3512,0 mds DA de recettes de la fiscalité pétrolière. **R. E.**

SELON LES PRÉVISIONS DU PLF24

La croissance économique devrait atteindre 4,2% l'année prochaine

Selon les prévisions du projet de la Loi de finances 2024, la croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 4,2% en 2024 grâce aux performances de plusieurs secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie. En effet, la croissance économique devrait atteindre 4,2% en 2024, 3,9% en 2025 et 4,0% en 2026. « Ces croissances résulteraient des performances de tous les secteurs d'activités », a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd, lors de sa présentation du PLF24 devant la commission des finances et du budget de l'APN. Ainsi, la croissance du secteur des hydrocarbures devrait évoluer de près de 1% en 2024, tirée principalement par les exportations de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL)

respectivement de +0,7%, +1,4% et +1,1%. Le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut est maintenu à 60 dollars sur la période 2024-2026, alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 USD sur la même période, selon le ministre. S'agissant de l'évolution des activités du commerce extérieur, les recettes d'exportations de biens seraient de l'ordre de 49,8 milliards de dollars en 2024 avant d'atteindre 50,3 milliards USD et 51,6 milliards USD, respectivement en 2025 et 2026. Les importations, quant à elles, atteindraient les 43,5 milliards USD en 2024, puis 47,4 milliards USD en 2025 et 47,4 milliards USD en 2026. La balance commerciale devrait ainsi être excédentaire entre 2024 et 2026, en atteignant, selon les prévisions du PLF, 6,3 milliards USD d'excédent en

2024, puis 2,9 milliards USD en 2025 et 4,2 milliards USD en 2026. Le PLF 2024 s'attend, par ailleurs, à une forte hausse des dépenses budgétaires qui devraient atteindre 15 275,3 milliards DA en 2024, puis 15 900,4 milliards DA en 2025 et 15 705,6 milliards DA en 2026. En matière de recettes budgétaires, elles devraient atteindre 9 105,3 milliards DA en 2024 et augmenter en moyenne de près de + 4,2% entre 2025 et 2026, pour atteindre 9 537,2 milliards DA en 2025 et 9 881,9 milliards DA en 2026. Concernant la fiscalité des hydrocarbures, une baisse de 8,9% devrait être enregistrée en 2024 par rapport à l'année 2023. Elle passerait de 3 856,3 milliards DA en 2023 à 3 512,3 milliards DA en 2024, puis 3 520,9 milliards DA en 2025 et 3 563,3 milliards DA en 2026.

S. O.

Grâce aux performances de plusieurs secteurs d'activités La croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 4,2% en 2024

« La croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 4,2% en 2024 grâce aux performances de plusieurs secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie, selon les prévisions du projet de la loi de Finances (PLF) pour l'année 2024, présenté avant-hier samedi par le ministre des Finances, Laaziz Faid, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

« La croissance économique devrait atteindre +4,2% en 2024, +3,9% en 2025 et +4,0% en 2026. Ces croissances résulteraient des performances de tous les secteurs d'activités », a indiqué M. Faid qui évoquait le cadrage macro-économique et budgétaire pour 2024 et perspectives 2025-2026 lors de sa présentation du PLF. Ainsi, la croissance du secteur des hydrocarbures devrait évoluer de près de 1% en 2024, tirée principalement par les exportations de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) respectivement de +0,7%, +1,4% et +1,1%. Le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut est maintenu à 60 dollars (USD) sur la période 2024-2026, alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 USD sur la même période, selon le ministre.

S'agissant de l'évolution des activités du commerce

extérieur, les recettes d'exportations de biens seraient de l'ordre de 49,8 milliards de dollars en 2024 avant d'atteindre 50,3 milliards USD et 51,6 milliards USD, respectivement en 2025 et 2026. Les importations, quant à elles, atteindraient les 43,5 milliards USD en 2024, puis 47,4 milliards USD en 2025 et 47,4 milliards USD en 2026.

La balance commerciale devrait ainsi être excédentaire entre 2024 et 2026, en atteignant, selon les prévisions du PLF, 6,3 milliards USD d'excédent en 2024, puis 2,9 milliards USD en 2025 et 4,2 milliards USD en 2026. Le PLF 2024 s'attend, par ailleurs, à une forte hausse des dépenses budgétaires qui devraient atteindre 15.275,3 milliards DA en 2024, puis 15.900,4 milliards DA en 2025 et 15.705,6 milliards DA en 2026. En matière de recettes budgétaires, elles devraient atteindre 9.105,3 milliards DA en 2024 et augmenter en moyenne de près de +4,2% entre 2025 et 2026, pour atteindre 9.537,2 milliards DA en 2025 et 9.881,9 milliards DA en 2026.

En ce qui concerne la fiscalité des hydrocarbures, une baisse de 8,9% devrait être enregistrée en 2024 par rapport à l'année 2023. Elle passerait de 3.856,3 milliards DA en 2023 à 3.512,3 milliards DA en 2024, puis 3.520,9 milliards DA en 2025 et 3.563,3 milliards DA en 2026.

Djamila Sai

وزير المالية لعزیز فايد في لقاء خاص مع "الخبر"



590 مليار دينار لرفع الأجور في 2024

فتح أسهم بنك "cpi" قبل نهاية السنة و "bdl" السنة المقبلة

كشفت وزيرة المالية لعزیز فايد في الحوار الذي خص به جريدة "الخبر" عن رصد ميزانية بقيمة 590 مليار دينار في مشروع قانون المالية لسنة 2024 للتكفل بزيادات أجور عمال الوظيف العمومي، العملية التي أطلقت هذه السنة بتخصيص نفس الغلاف المالي للرفع من رواتب الموظفين بمعدل يصل إلى 47 بالمئة. بالتحليل، أكد الوزير استمرار الدولة في تخصيص مبالغ معتبرة من ميزانية الدولة للتحويلات

والتكفل بتكاليف التشغيل التي أسفرتها السيد رئيس الجمهورية العزیز بتخصيص عملية المواطنين وتعميم مبدأ تلبية مبدأ الحكم. وتعمل أيضا من أجل الأعداء التي جاء بها قانون المالية لتخصيص لسنة 2023 هو الاستمرار في الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر ودعمها وتعزيز الأمن الغذائي ودعم برنامج الاستثمار العمومي في مختلف الولايات من خلال

للشباب سيدي بن عباس لأجل تحسين الحياة المعيشية للمواطنين وغيرها من الاستثمارات المالية المصنفة لولايات أخرى، وهذا ما يعد ضرورة للاستقلال كافة الموارد المحلية المتاحة وتوظيفها من أجل تحقيق التنمية وتطويرها على المستوى المحلي. وأكد هذه الاستثمارات بمثابة تحولات عميقة في حياة المواطنين، وتكسب المجتمع القدرة على

الجزائري، وعليه لم تخصيص مبلغ معتبر لدعم الاستثمار المحلي من خلال توجيهها نحو الولايات والمناطق التي تحتاج دعما وتخصيلا في قطاعات مختلفة على غرار الأفضال العمومية والشبكات الترفيهية. حيث خصصت هذه المبالغ لإجراء عدة مشاريع مثل إنجاز خط السكة الحديدية بشار-غار جويلان، التي سيساعد على نقل إنتاج المعجم نحو المصانع وراكز التحول تجود الإثارة إلى أن السداط التي يحققها هذا المعجم تسهم بشكل فعال في دفع التنمية الاقتصادية. فضلا عن برنامج تعزيز المنشآت القاعدية وتأمين الحدود الجنوبية للبلاد في ولاية بشار. كما تم تخصيص مبالغ للتوسيع ميناء الموراد الأولية بغاية تطوير قطاع الميناء المصغرات على مساحة 145 كلم. علاوة على ذلك، خصصت مبالغ في قطاع الري لأجل ضمان التزويد بالمياه الصالحة للشرب لولاية بشار بداية من حفل القطر في بشار، ومشروع تهيئة وتنشيط واد الجرائن، وتعزيز التزويد بالمياه الصالحة

أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر

تفقات المالية التي تتمتع والتكاليف الأثر العالي الناجم عن تلبية الرورات للسلطات العمومية على غرار تحسين الأجور وزيادة البطالة ومع التقاعد ووسائل المعجورات الاستثمارية الخاصة بالولايات فضلا عن ضمان الأمن الغذائي عبر توفير قوتنا تكثيف الحبوب ودعم المواد الغذائية وذلك الاستثمارات الرامية إلى تحسين طرق الإنتاج الزراعية المصنفة المصنفة من خلال إقامة الشبكات الجديدة التي تستهدف تسهيل إصلاح القطاعات الإنتاجية الفعالة. كما أجراءات تحسين الجيش التزويد للمواطنين عبر دعم السلع ودعم الاستثمارات ودعم الجرائن والمرافق ودعم القدرة الشرائية للمواطن

التي تخصصت مبالغ 700 مليار دينار للإجازة 460 ألف وحدة سكنية

الجزائري، وعليه لم تخصيص مبلغ معتبر لدعم الاستثمار المحلي من خلال توجيهها نحو الولايات والمناطق التي تحتاج دعما وتخصيلا في قطاعات مختلفة على غرار الأفضال العمومية والشبكات الترفيهية. حيث خصصت هذه المبالغ لإجراء عدة مشاريع مثل إنجاز خط السكة الحديدية بشار-غار جويلان، التي سيساعد على نقل إنتاج المعجم نحو المصانع وراكز التحول تجود الإثارة إلى أن السداط التي يحققها هذا المعجم تسهم بشكل فعال في دفع التنمية الاقتصادية. فضلا عن برنامج تعزيز المنشآت القاعدية وتأمين الحدود الجنوبية للبلاد في ولاية بشار. كما تم تخصيص مبالغ للتوسيع ميناء الموراد الأولية بغاية تطوير قطاع الميناء المصغرات على مساحة 145 كلم. علاوة على ذلك، خصصت مبالغ في قطاع الري لأجل ضمان التزويد بالمياه الصالحة للشرب لولاية بشار بداية من حفل القطر في بشار، ومشروع تهيئة وتنشيط واد الجرائن، وتعزيز التزويد بالمياه الصالحة

أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر

أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر

أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر



أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر

أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر

أموال تحقيق برنامج السيد رئيس الجمهورية عند الصبح. أبريل وسقطت الحكومة سنة واحدة ما يميز مشروع قانون سنة 2024. له جاء تطبيق العديد من قرارات رئيس الجمهورية التي تم إحداها في الإحصائيات المالية للعام 2023. وأنها تلك المتعلقة بإعداد الرصيد على الشطام الوطني كأي، القرار الذي يعد من الأثرات الأربعة وخمسين الأولى، ويترجم هذا الرصيد من معدلات الإصلاح المالي لسنة 1992، حيث شكل هذا القرار على أفضل المؤسسات الوطنية وقد تم تخصيص الأوراد المالية من هذا الرصيد الذي يصل إلى 70 بالمائة من مداخيل الحسابات المعطية بالمدة الأولى المعملة من الرصيد على المعطية الترتيبية كأي من بين الوفرة 190 مليار دينار مقابل 130 مليار دينار كانت تحصل من الرصيد على الشطامات المعطية التي لم يتأثر

الاقتصادية الاولى

اعتماد 60 دولار كسعر مرجعي لبرميل النفط
مشروع قانون المالية يتوقع نموا اقتصاديا بـ 4.2 بالمائة في 2024

من جهة أخرى، وعلى صعيد الميزانية، يتوقع النص نقلت عمومية خلال 2024 ، 2025 و 2026 بـ 15275.3 مليار دج و 15900.4 مليار دج و 15705.5 مليار دج على التوالي.

ومتصل إيرادات الميزانية سنة 2024 إلى 9105.3 مليار دج، لتبلغ بين سنتي 2025 و 2026 زيادة متوسطة بحوالي 4.2 بالمائة، أي ما مقداره 337.2 مليار دج و 9881.9 مليار دج على التوالي. أما الجباية البترولية مستحقة بـ 8.9 بالمائة سنة 2024 مقارنة بـ 2023 ، تنتقل من 3856.3 مليار دج السنة الجارية إلى 3512.3 مليار دج في 2024 ، ثم إلى 3520.9 مليار دج في 2025 و 3563.3 مليار دج في 2026.

تصل إلى 43.5 مليار دولار، ثم تصعد إلى 47.4 مليار دولار سنة 2025 ، و 47.4 مليار دولار في 2026. وعلى هذا الأساس، سيسجل الميزان التجاري فائضا بين سنتي 2024 و 2026، ليبلغ 6.3 مليار دولار في 2024 ، ثم 2.9 مليار دولار و 4.2 مليار دولار سنتي 2025 و 2026 على التوالي.

49.8 مليار دولار سنة 2024، مقابل 55 مليار دولار في تذبذبات الإغلاق لسنة 2023 ، لتسجل زيادة طفيفة سنتي 2025 و 2026 لتبلغ 50 مليار دولار و 51.6 مليار دولار على التوالي. أما واردات السلع لسنة 2024 بالدولار الجاري، فسترتفع بنسبة 7.1 بالمائة مقارنة بتذبذبات إغلاق سنة 2023 ،

يتوقع مشروع قانون المالية لسنة 2024، الذي عرضه وزير المالية لعزیز فايد، أول أمس، على لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، نموا اقتصاديا بـ 4.2 بالمائة السنة القادمة، مع انتعاش بـ 1 بالمائة في قطاع المحروقات.

وحسب العرض الذي قدمه الوزير، سينتقل النمو الاقتصادي إلى 3.9 بالمائة سنة 2025 و 4 بالمائة في 2026 ، مدفوعا بإداء جميع القطاعات، فيما ينتظر أن يتعش قطاع المحروقات بفضل صادرات الغاز الطبيعي والغاز الطبيعي المميع وغاز البترول المميع. وقد أعد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي لبرميل النفط بـ 60 دولارا خلال الفترة 2024 - 2026، و 70 دولارا كسعر سوق تقديري لبرميل النفط الخام، وستصل صادرات السلع، وفق توقعات مشروع القانون، إلى



مشروع قانون المالية 2024 يحمي القدرة الشرائية ويدعم الاستثمار

يحمل تدابير وإجراءات
إيجابية... مختصون في الحوار

ميزانية 2024 تعد الأكبر منذ الاستقلال
مضمون قانون المالية إيجابي

تغطية مختلف برامج التجهيز، وعلى رأسها السكن، سواء السكن الاجتماعي حوالي 250 ألف سكن اجتماعي وأيضا المطلق إطلاق سكن عدل ثلاثة حوالي 50000 وحدة قابلة للزيادة، وكذلك إقامات السكن الريفي وتجهيز التخصصات الأرضية في مناطق الهضاب العليا والجنوب الكبير.

مشروع قانون المالية 2024 يحمي الطبقة الهشة

هذا، كما تميز مشروع هذا القانون بالمحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين من خلال دعم المواد الغذائية السكر، السميد، الزيت وكذلك ضمان التموين بالحبوب العفافة وتسقيف أسعارها، وتكليف الدين الوطني للحبوب باستيرادها، وتوزيعها عبر كامل التراب الوطني، وكذلك في هذا الإطار من أجل تشجيع المصنّعين الاقتصاديين في مجال اللحوم الحمراء والبيضاء، جاء التخفيض العمري من 30 إلى 25٪ وأيضا إعانات لمواد تغذية الدواجن والأنعام، كما تم التمكن بالطبقات الهشة من الشيوخة والأرامل وأصحاب المهام من حيث تخمين المنحة المقدمة لهم، فضلا عن زيادات في سلم الأجور بالنسبة للموظفين المقدر بـ 47 بالمائة، ومن بين المقاور الهامة التي وردت في مشروع قانون المالية لعام 2024 أنه سوف يتم إصدار القانون الخاص بقطاع التربية والصحة والتعليم العالي، ولقطاع التعليم العالي أيضا تسبب كبير من وثيقة مشروع هذا القانون، حيث سوف تنتقل وزارة المالية إلى السرعة القصوى في مجال رقمنة القطاع ولتعمال وسائل الدفع في تسوية كل المعاملات المالية مع المواطنين مثل قسيمة السيارات، التصريح العمري، التسجيل والطابع العقاري... إلخ، إلى تخفيف وإعفاء تام من الرسم على النشاط المهني وهكذا سوف يخفف الخبير ذاته سيساعد هذا الإجراء على القضاء على ما يسمى الاقتصاد المولاي الأسود، مما يطلق متاسب حول دالة حقيقية، ويساعد أيضا المستثمرين المحتملين إلى التصريح والتعامل مع الدولة، ويسك المعاسبة والشفافية والفترة والرقمنة والإحصاءات الدقيقة، داعيا إلى ضرورة إدماج العمارة والبحث العلمي والاستثمار في مختلف المجالات والمعالجة في صفوف الشباب بصفة عامة، حتى نحول الشباب المتحسر على منحة البطالة إلى أيادي عاملة منتجة.



أكد الخبير في الشأن الاقتصادي لـ "الحوار" أن مضمون مشروع قانون المالية 2024، إيجابية، وأنها ستدعم بصفة مباشرة الأسعار والقدرة الشرائية ومستزيد من الإنتاج المحلي، مشيرين إلى مشروع قانون المالية لعام 2024 يحمل مؤشرات تعود على الفائدة لصالح العام.

مضمون قانون المالية إيجابي

وفي هذا الصدد، أكد الخبير في التجارة الدولية، الدكتور نبيل جمعة، في حديثه لـ "الحوار" مضمون مشروع قانون المالية 2024، لاحتوائه على مواد تعود بالإيجاب على الطبقة الاجتماعية خاصة، وفي مقدمتها لغاء الضريبة على النشاط المهني وتقليص الضريبة على القيمة المضافة إلى أقصى حد على إنتاج الدواجن والمواد الغذائية المستوردة بصفة عامة، مشيرا إلى أن رئيس الجمهورية حقق العديد من التزاماته الـ 54 التي تضمنتها برنامجه الانتخابي بعد التحقق، وعمل بدمشق الجمهورية الذي يؤكد أن الجزائر دولة اجتماعية، لهذا الهدف ركز في برنامجه الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، ومن ضمن النقاط الإيجابية التي تضمنتها مشروع قانون المالية 2024، يضيف الخبير نفسه رفع أجور بزيادة 47 بالمائة لعائلة الموظفين بقطاع الوظيفة العمومية لفائدة أكثر من 2.8 مليون موظف وعون متقاعد، على مدى سنتين بأثر مالي قدره 541 مليار دج لسنة 2023 و578 مليار دج ابتداء سنة 2024، مؤكدا أن هذه الخطوة لم تستطع حتى الدول الكبرى اتخاذها، نظرا للأزمة العالمية التي ضربت بأمتانها ولم تسلم منها حتى الدول المتطورة التي عجزت عن تسديد ديونها الداخلية، وأن ديونهم فاقت الناتج الإجمالي لحكومات هذه الدول، كما ارتفعت الميزان التجارية بـ 19 مليار دولار، وانزعت مدخلات النفط بنسبة 69 بالمائة، وارتفع بالتالي احتياطي النقدى نحو 85 مليار دولار.

يؤثر جينو الذي يساعد الدول والحكومات في كيفية توزيع الدخل الوطني بين القطاعات توزيعا عقلانيا حتى توازن جميع الاختلالات، فالهندسة المتطورة هي السبيل الوحيد في منظوره لتوزيع عادل وعقلاني، حتى يحدث تناغم بين الجانب الاقتصادي والاجتماعي، وحتى لا يكون هناك خلل في الاقتصاد المالي، وتنفسي بالتالي على عديد المشاكل المالية مثل التضخم الذي انخفض من 9.5 إلى 7.5 بالمائة، وكذا وضع حد لارتفاع الأسعار، كما قام البنك المركزي بعملية تمويل المؤسسات الاقتصادية بزيادة 13.5 بالمائة، من جهته، أمر وزير المالية بتوزيع أموال على البنوك العمومية لتمويل المؤسسات بفراف مالي قدر بـ 10 آلاف مليار دولار، وهي كلها -كما قال- لتدرج ضمن السياسة الجادة التي اتخذتها الحكومة الجزائرية

ميزانية 2024 تعد الأكبر منذ الاستقلال

من جهته، قال الخبير الاقتصادي، الدكتور بوحوص بوشهيبي، لـ "الحوار" يمكن اعتبار الميزانية التي رصدها مشروع قانون المالية 2024 أنها الأنسب منذ استقلال الجزائر التي تبلغ حوالي 110 مليار دج حيث تجاوز ميزانية العام الماضي بعد تصحيحها من 96 مليار دولار إلى 104 مليار دولار.

وسوف تقارب هذه الميزانية، بضيف الأستاذ بوشهيبي، لتصل بعد تحويلها إلى الدينار الجزائري (15900 مليار دينار، والتي منيها إلى قطاعات مختلفة التفتت العمومية، لمختلف الوزارات والإدارات من كتلة الأجور لتوالي 8 مليون موظف عمومي، وأيضا مختلف بنفقات تشغيل المصالح، وكذلك

هكذا يتوازن بين جميع الاختلالات

هذا، وأوضح الخبير الاقتصادي، الدكتور نبيل جمعة، في السياق ذاته أن التحليل المالي والهندسي يصدر في حالة موجبة، وتقدر أوجه كما قال الخبير الكثرة التي يتفادها الدولة، داعيا إلى ضرورة وضع مختلف معكم لإحداث توازن مالي بين الاقتصاد الكلي والجزئي، وتكون نسبة من خلال استخدام ما يسمى في اللغة المالية والاقتصادية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger